la cause du peuple

N°34 janvier 2019

Le journal des luttes du peuple

GRÈVES, BLOCAGES, MOBILISATIONS...
POUR UNE ANNÉE 2019 DE LUTTES!



l'éditorial

Discours de Macron : l'enfumage

La fin d'année 2018 a été marquée par deux interventions de Macron depuis son château présidentiel, tentant tant bien que mal de contenir la colère avec des discours. Que ce soit dans sa réaction au mouvement des gilets jaunes ou dans ses vœux présidentiels pour la prochaine année, on voit pourtant bien l'enfumage !

Et dans les paroles, c'est pas mieux ! Dans ses promesses pour les gilets jaunes, des mensonges ouverts, comme les fameux « 100€ du SMIC en plus », qui sont en réalité l'accélération d'une réforme déjà décidée et qui ne touche pas du tout l'ensemble des smicards. Dans ses paroles en général, Macron et ses communiquant nous enfument, ils balancent des phrases sans queue ni tête au milieu de clairs rappels à leurs programmes.

Par exemple, les mentions de Macron sur les « grandes migrations » qui seraient l'ennemi, lors de ses vœux de nouvelle année, et puis une hallucinante phrase sur le « capitalisme ultra-libéral », c'est le serpent qui se mord la queue !

Alors pour compenser l'absence de fond, Macron joue sur la forme. Pas sur son apparence ou le décor ! Macron est robotique, clownesque, tendu, alors que ce sont des performances enregistrées à l'avance. Si ce qui nous est montré est le meilleur qu'il puisse faire, alors même son vernis charismatique tombe à l'eau ! A la place, les gens qui écrivent ses discours jouent sur l'émotion et les valeurs. C'est de cette manière que lors de ses vœux il a souhaité pour l'année 2019 la « vérité », la « dignité » et « l'espoir ». L'enfumage, c'est que ces mots jetés dans le vent ne veulent rien dire politiquement.

La « vérité » ? Comment la respecte-t-il lorsque lui et son gouvernement pensent que la colère dans l'État français est juste à cause d'une mauvaise communication ? Comment la respecte-t-il lorsqu'il prétend que tout est calme et que la mobilisation est une « demande d'amour » alors que l'île de la Réunion était si bloquée que le gouvernement devait ramener ses chiens de garde depuis la métropole ?

La « dignité » ? Où est la dignité d'un gouvernement qui a laissé le nombre de sans-abris augmenter ? Où est la dignité de l'État bourgeois qui laisse la classe au pouvoir spéculer sur nos logements, donc sur nos vies, pour ensuite nous mettre en danger de mort comme à Marseille ou à Bobigny ? Où est la dignité de Macron lorsqu'il dicte la politique française en Afrique et ailleurs ?

Enfin, « l'espoir » ? L'espoir dans ce gouvernement, dans cette majorité à l'Assemblée et dans le système bourgeois parlementaire lui-même ? Certainement pas. L'espoir que l'Union Européenne des impérialistes nous sauvera ? Non plus. Mais pour 2019, la Cause du Peuple recommande plutôt à ses lecteurs l'espoir dans l'organisation révolutionnaire, dans la construction d'un mouvement à l'échelle de l'État français et au-delà avec tous les révolutionnaires sincères à l'international. De cette manière, 2019 pourra être, comme Macron l'a souhaité, mais peut-être à sa surprise, « vraie », « digne » et porteuse « d'espoir ».



La rédaction de la Cause du Peuple et ses amis souhaitent une bonne année à tous nos lecteurs et lectrices. Au cours de l'année dernière, notre journal et média a été republié sur une base régulière sur notre site et en format papier.

Articles, interviews, vidéos, photos, nous avons cherché à partager au plus grand nombre des nouvelles du mouvement révolutionnaire et des luttes dans l'État français et dans le Monde. Dans les manifs, dans les blocages, sur les piquets, à l'international, nous avons voulu parler de celles et ceux qui sont autrement ignorés par les médias bourgeois.

Pour 2019, nous redoublerons d'efforts sur tous les plans, afin que notre média puisse couvrir bien plus de luttes, toucher de plus en plus de personnes et servir le mouvement révolutionnaire ici et ailleurs.

A nos lecteurs et lectrices, nous disons donc bonne année ! Luttons ensemble, organisons-nous ensemble pour le révolution, écrivons pour la Cause du Peuple !

sommaire

Hommage
★ A notre Camarade Pierre *(p.3)*

Gilets Jaunes
★ Répression *(p.3)*
★ Récupérations *(p.4)*
★ Beaux quartiers *(p.4)*
★ Si tu veux mon avis... *(p.5)*

Résistances
★ Incendie à Bobigny *(p.6)*

Lutte de classe
★ Grève à l'hotel Hyatt *(p.6)*
★ Mouvement lycéen *(p.7)*

International
★ Banque KBC *(p.8)*
★ Républicains irlandais *(p.9)*
★ Anniversaire du CPP *(p.9)*
★ La révolution n'a pas de genre *(p.10)*
★ Changement de direction du PCI (m) *(p.13)*

Culture
★ Grup Yorum *(p.14)*
★ Sorry to bother *(p.14)*
★ Revolution Selfie *(p.15)*
★ La semaine sanglante *(p.16)*



Hommage à notre Camarade Pierre

fondateur de la nouvelle edition de la cause du peuple

19 janvier 2019 11h

mur des Fédérés, Cimetière du Père Lachaise, Paris

Gilets Jaunes

Le gouvernement accélère la répression

Lors de la mobilisation du 15 décembre, le gouvernement avait fortement découragé les gens à participer en interdisant les manifestations et en bloquant les transports et accès aux grandes villes. Il avait, comme depuis le 7-8 décembre, profité des renforts policiers des événements culturels et sportifs annulés gracieusement par les instances. Ça a notamment été le cas des matchs de Ligue 1 de Football, qui ont permis a des cars entiers de CRS de tirer de la lacrymo et des flashballs sur les manifestants plutôt que de regarder un match le vendredi et le samedi.

Les journalistes et les médias ont eux aussi pris leur rôle dans cette grande machine qui s'agitait pour faire en sorte que les mobilisations de la fin de semaine dernière soient vues comme des échecs avant même qu'elles n'aient lieu. Les éditorialistes n'hésitaient pas à tomber dans l'insulte, en attaquant moralement les Gilets Jaunes et les syndicats par l'angle de la "dignité nationale" et du "respect" suivant le massacre à Strasbourg.

Pourtant, malgré le dispositif policier énorme et les tentatives de mettre la honte sur le mouvement, ce week-end ce sont des dizaines de milliers de personnes, syndicalistes, gilets jaunes et lycéens qui ont manifesté et ont continué à crier leur colère.

Depuis le 17-18 décembre, que fait le gouvernement, pourtant annoncé triomphant ? Il évacue manu militari, avec opérations de police coordonnées et des véhicules, les ronds points bloqués et les lieux d'occupation. Il fait tirer la police au flashball et arrose de lacrymos pour dégager les gens. Il arrête à tour de bras, juge et emprisonne sans se poser de question. C'est une étrange attitude pour un Etat supposé "conquérant" de déployer des moyens plus importants après sa prétendue victoire contre celles et ceux qu'il dit avoir vaincu.

L'accélération de cette machine de répression dans les mouvements de masse vise à effrayer les nombreuses personnes qui sont d'accord avec les revendications sociales qui sont portées en ce moment dans la rue, dans les quartiers et dans les usines. Cela montre bien que l'Etat a pris la menace au sérieux.

Les récupérations électoralistes



Le 27 décembre, Philippot, ex bras droit de le Pen et maintenant à la tête de son propre mouvement fasciste s'est rendu à l'INPI pour tenter d'y déposer en son nom l'appellation « Les Gilets Jaunes ». Depuis le début des blocages plusieurs termes avaient déjà été déposés d'une manière similaire, mais c'est bien la première fois que les tentatives des réactionnaires pour s'arroger le contrôle politique du mouvement sont aussi grossières et éhontées. Le président des « Patriotes » s'en cache a peine en disant vouloir « protéger la marque de ceux qui font n'importe quoi ». Bien sur Philippot n'a pas été le premier, le mouvements des soi-disant « Gilets jaunes libres » s'était taché d'incarner la caution « modérée », contre les casseurs et leurs appels à stopper les manifestations parisiennes étaient diffusées en boucle sur BFMTV avant les répressions massives du samedi 8 décembre. Il y a eu aussi un petit mouvement regroupé autour de Francis Lalanne voulant présenter une liste aux élections européennes.

Si les méthodes et les discours des opportunistes changent, leur objectif reste le même : Dénoncer es « casseurs » et en rester aux revendications anti taxes du 17 novembres dans lesquelles beaucoup de bourgeois et des réactionnaires se reconnaissaient parfaitement et aussi bien sûr s'accaparer le monopole des puissants symboles que les révoltes ont créé, et les utiliser pour des élections. On ne saurait accuser ces clowns bourgeois de « diviser le mouvement » car en réalité, il a toujours été divisé. Divisé entre ceux qui ne voulaient qu'une baisse de taxe sur leurs profits et ceux qui voulaient une hausse générale de leur niveau de vie, en faisant payer ceux qui le doivent ; divisé entre ceux qui veulent infuser dans leurs mouvements des idées racistes et réactionnaires et entre ceux qui les subissent et les combattent, divisé entre ceux qui veulent se borner à des négociations, des élections et des compromis afin de tirer leur épingle du jeu et ceux qui posent clairement la question du pouvoir au peuple et veulent prolonger la lutte : en somme il est divisé entre ceux qui sont intéressés, et ceux qui n'ont plus rien à perdre, entre bourgeois et prolétaires.

Ce caractère de classe a pu s'observer dès le début des mouvements et s'est très vite affirmé, à la tête des « Gilets jaunes libres » on a pu retrouver des petits patrons qui avaient lancé le premier appel a bloquer, ainsi qu'un militant fasciste toulousain désavoué par les gilets jaunes locaux. La trahison de ceux-ci ne datent pas d'aujourd'hui, ils n'ont jamais été de notre camp.

Pour le camp du peuple il n'y aucun intérêt à soutenir de telles impostures, mais il est toutefois important de démasquer les faux-alliés et de prendre conscience de leur nuisance, si ils parvenaient à leur fins et que les « gilets jaunes » devenait le nom d'un gloubi-boulga électoraliste et démago, cela ne nous stopperait pas, car avec ou sans gilets jaunes, nous avons toujours intérêts à continuer le combat, à le prolonger, a l'organiser afin de poser enfin la seule question qui compte vraiment, celle du pouvoir, et celle de la victoire.

Paris : pour les magasins des beaux quartiers, c'est déjà Noël

La Mairie de Paris a annoncé lundi 17 décembre qu'elle aiderait les commerces des Champs-Elysées face aux "dégâts" de la mobilisation de masse de ces derniers week-end.

La maire Anne Hidalgo a déclaré :

« Nous avons décidé d'exonérer les commerçants qui ont été impactés. Je pense notamment aux terrasses qui n'ont pas pu être ouvertes, soit parce qu'elles étaient dans le périmètre ou à proximité des affrontements, soit parce qu'elles ont perdu leur commerce et ont été vandalisées. »

Ce "coup de pouce" sera donné sous la forme d'exonérations d'impôts, pour les beaux magasins et les grosses brasseries des quartiers riches, c'est déjà Noël !

Année après année les projets municipaux de Paris virent les classes populaires de la capitale. Ce cadeau, par une mairie qui ne fait que se plaindre qu'elle n'a pas de moyens pour baisser les coûts des services municipaux, est encore une preuve que les pouvoirs publics servent bien seulement les riches.

Si tu veux mon avis...
...à propos du RIC

Si tu veux mon avis, le référendum d'initiative citoyenne proposé par un bon nombre de gilets jaunes est basé sur un constat juste mais il n'apporte pas la réponse adéquate à ce constat.

Le constat fait par de nombreux gilets jaunes c'est "nous sommes des travailleurs, nous produisons tout, c'est nous qui faisons tourner la société, et pourtant nous n'avons que très peu de pouvoir".

Ce constat, dans le cadre de la société capitaliste et de l'État bourgeois, est tout à fait exact. Dans l'État bourgeois, la bourgeoisie détient les moyens de production et a à son service une structure étatique chargée de garantir sa domination. Le critère qui détermine qui a le pouvoir et qui ne l'a pas est donc celui de la détention ou non des moyens de production. Celui qui est propriétaire d'une usine gère la production au sein de cette usine comme il l'entend, ceux qui travaillent au sein de l'usine et produisent ce qui sortira de l'usine doivent obéir et touchent une rémunération inférieure à la valeur de ce qu'ils ont produit.

Face à ce constat, les gilets jaunes ont émis plusieurs idées visant à rééquilibrer le pouvoir. En tête de ces idées, on trouve le fameux "référendum d'initiative citoyenne" (RIC). Cette idée, si elle était appliquée, ne permettrait pas de régler la question fondamentale du pouvoir pour deux raisons.

Premièrement, le RIC est basé sur la notion de citoyenneté, or, ce qui détermine si on a du pouvoir ou non, ce n'est pas le fait d'être ou de ne pas être un citoyen, c'est notre rôle dans la production, c'est à dire le fait d'être propriétaire ou non des moyens de production, le fait d'être à la tête d'une structure étatique qui protège les intérêts de la bourgeoisie ou le fait d'être un simple travailleur qui se fait exploiter par la classe bourgeoise. De nombreux travailleurs ne sont d'ailleurs pas des citoyens français et sont exploités par la bourgeoisie au même titre, et même souvent plus, que les travailleurs français. Il n'y a donc pas d'opposition entre "les citoyens" et "les élites", il y a une opposition entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les théories visant



à opposer "les citoyens" et "les élites" sont volontairement confuses, il est très difficile de déterminer qui fait partie des citoyens et qui fait partie des élites et il est donc très difficile d'identifier qui a le pouvoir et qui ne l'a pas. Au contraire, la détermination de qui fait partie du prolétariat et qui fait partie de la bourgeoisie est basée sur des critères objectifs et facilement analysables.

Deuxièmement, considérer que le RIC permettrait de palier au manque de pouvoir des travailleurs, c'est se méprendre sur la vraie nature de l'État dans le cadre du système capitaliste. Comme dit plus haut, l'État dans le cadre du système capitaliste, a pour vocation première de servir les intérêts de la bourgeoisie. Il a une police, chargée de réprimer les révoltes, une administration, chargée d'aider les entreprises à prospérer, un système législatif et judiciaire, chargé de légiférer en faveur de la bourgeoisie et de réprimer les personnes voulant défendre des intérêts contraires à ceux de cette dernière et un système politique, pensé pour ne faire émerger que des personnalités dont les intérêts convergent avec ceux de la bourgeoisie. Partant de là, la voie référendaire, tout comme la voie électorale, sont des impasses si on souhaite effectivement poser la question du pouvoir.

Néanmoins, le RIC permettrait tout de même d'illustrer la façon dont la démocratie bourgeoise est une forme de gouvernement du système capitaliste capable d'une grande souplesse quand il s'agit de protéger les intérêts bourgeois. En effet, imaginons que demain le RIC soit mis en place et que, conformément aux modalités prévues par le RIC, des centaines de milliers de personnes revendiquent une augmentation du SMIC de 100 %. Si le nombre de signatures requis pour déclencher un référendum est atteint, il serait très intéressant d'observer la réaction de l'État bourgeois et la façon dont les contradictions inhérentes à cette forme d'État s'exprimeraient. Naturellement, la bourgeoisie opposerait un veto à cette augmentation drastique du SMIC et parallèlement, l'État serait obligé de trouver des moyens de contrer la mise en oeuvre de ce référendum contraire aux intérêts des bourgeois. De même, une immense propagande médiatique se mettrait en marche, expliquant qu'une telle augmentation du SMIC constituerait une catastrophe économique. Un tel évènement ferait évidemment exploser au grand jour les contradictions internes du système capitaliste et de la démocratie bourgeoise, montrant aux travailleurs ayant cru au RIC que le capitalisme et l'État bourgeois ne se combattent pas par la voie institutionnelle mais bien par la grève, par le pavé, par l'organisation révolutionnaire et par le renversement violent de l'ordre social capitaliste ainsi que de l'État bourgeois.

Au juste constat établi par les gilets jaunes, nous devons répondre par un slogan simple : tout le pouvoir à la classe ouvrière ! Ce pouvoir implique bien plus que le pouvoir politique, celui consistant, dans le cadre du capitalisme, à gérer les intérêts bourgeois. Ce pouvoir implique la propriété collective et la gestion démocratique de la production car c'est bien la production qui est au centre de toute l'organisation de la société.

Les flammes du capitalisme incendient Bobigny



Un incendie mortel tue 4 habitants dont deux fillettes de 3 et 7 ans à la cité Paul-Eluard à Bobigny le jeudi 27 Décembre. L'enquête indique que comme cela se produit souvent dans cette cité une ampoule aurait mis le feu à un matelas dans un appartement du 1er étage.

« Le feu est assez fréquent dans cette tour. On prend l'habitude d'évacuer par nos propres moyens », explique Christopher, dont la grande sœur fait partie des victimes. En effet l'état délabré des bâtiments de la cité, l'absence de moyens mis en place par la mairie donne l'image dystopique de la vie dans ces cités ignorés par les politiques.

En réponse à la colère des habitants, Seine-Saint-Denis Habitat a publié un communiqué : « L'immeuble a fait l'objet de travaux lourds de réhabilitation de plusieurs millions d'euros (….) et ses installations électriques sont en bon état, a-t-il expliqué. Notre prestataire chargé de vérifier la conformité de nos installations incendie est passé le 27 novembre. Ces installations ont bien fonctionné jeudi soir ».

« L'immeuble n'était pas insalubre », a affirmé à l'AFP le maire (UDI) de Bobigny, Stéphane de Paoli, précisant que les victimes sont en cours d'identification et que l'hypothèse d'un « accident domestique » était pour l'heure privilégiée.

Cet événement présenté comme accidentel est pourtant bien le quotidien de bons nombres de personnes qui résident dans les logements les moins chers, loués par des marchands de sommeil qui n'ont pas grand chose à faire des régulations, de la sécurité et des potentiels problèmes. Après les accidents à Marseille, qui avaient aussi fait des victimes, des riverains en Île de France avaient aussi alerté les autorités sur les conditions dans la région, spécialement dans le département de la Seine Saint Denis. Cela n'aura pas prévenu le drame du 27 décembre, en pleines fêtes de fin d'année.

Pourtant la construction des logements neuf ne fait qu'augmenter par milliers à Bobigny et dans d'autres villes périphériques en Ile de France. Seulement ces logements sont construits pour des classes aisées et non pour les habitants des cités insalubres à risque. Souvent moins d'un dixième de ces logements sont des logements sociaux. Cette gentrification contribue à l'augmentation des prix de l'immobilier et des services qui éloigne de plus en plus les classes populaires des grandes villes et enfonce ceux qui habitent dans des logements insalubres encore plus dans la misère.

Les maires soutiennent les entreprises qui entament la gentrification et couvrent les désastres qui surviennent de leurs politiques. Plusieurs bâtiments et logements insalubres sont loués par des élus municipaux des avocats de grande renommée. Cette complicité bourgeoise a une seule raison - défendre les intérêts de la bourgeoisie au dépend de l'écrasement des classes pauvres. Les politiciens au pouvoir qu'ils soient RN, LR, LREM ou autre ne seront jamais les alliés du prolétariat. Seule la solidarité et la lutte populaire pourra contrer ces politiques meurtrières du capitalisme.

Grève : Des conquêtes au Park Hyatt

Après 87 jours de grève, les salariées et salariés travaillant au palace de Paris ont poussé la direction à la négociation. Dans un nouvel accord obtenu vendredi 21 décembre, les conditions de travail sont améliorées et les droits et la sécurité des employés sont mieux garantis. Pour obtenir cela, il aura fallu sans relâche tenir un piquet de grève pendant près de 3 mois, en unissant les employés de l'hôtel et de STN, sous-traitant ménager.

Les négociations ont été menées par la CGT, principal syndicat présent sur le piquet, mais n'ont pas pu faire aboutir une revendication principale des salariés, c'est-à-dire le passage des ouvrières et ouvriers de STN en tant qu'employés comptés dans les effectifs de l'hôtel. Les avancées gagnées par la lutte, comme le remboursement du Pass Navigo ou le 13ème mois, sont des progrès considérables arrachés par les grévistes. Mais les causes profondes de la grève n'ont pas été réglées, et les pratiques anti-sociales et anti-syndicales du palace sont bien connues et ne risquent pas de s'arrêter de sitôt. Cela annonce des luttes à venir, et le secteur de l'hôtellerie risque d'en connaître de nombreuses après le succès de cette grève.

En tant que média de lutte, nous soutiendrons toujours les conquêtes obtenues par la grève, et les révoltes justes des salariées et salariés contre les exploiteurs. La grève au Park Hyatt Paris-Vendôme nous prouve qu'il faut aller de l'avant pour pouvoir gagner et relever la tête !

Mouvement des lycées dans l'Etat français

Lors du mois de décembre, les lycéens ont bougé et ce sont plusieurs centaines de lycées qui ont été occupés et bloqués. 300 perturbations et 80 blocages ont été à noter partout dans l'Etat français sur la seule journée du 6 décembre. Ce mouvement répond aux Gilets Jaunes et aux réformes du gouvernement de l'an dernier pour le bac et les études supérieures. Les flics n'ont pas hésité à utiliser les lacrymos et les flashballs contre la mobilisation. A Paris, nous avons récupéré des photos des Jeunes Révolutionnaires dans les lycées Hélène Boucher et Maurice Ravel, et des manifestations des lycéens de Paris.













La banque voyou KBC se prend des roustes par les Républicains Irlandais !

C'est le père fouettard qui est venu visiter la fameuse banque belge implantée en Irlande et célèbre pour ses expulsions agressives. Depuis le début de 2018, les Républicains Socialistes Irlandais (ISR) ont commencé une campagne pour dénoncer les pratiques de la banque KBC, qui propose des prêts sur hypothèque a des taux scandaleusement hauts à des personnes qu'elle sait ne pas être capable de les rembourser. Elle procède ensuite à des expulsions, où elle fait appel à des forces de sécurité loyalistes, qui viennent de groupe d'extrême droite et anti-Irlandais.

La campagne « Boycott KBC » a au cours de l'année, lancé des actions de blocages des banques. Le concept était simple : envoyer régulièrement des équipes de militants de la « Colonne de Lutte Anti-Expulsion » aux différentes branches de la KBC, rentrer dans les banques, afficher une banderole appelant aux boycott, et distribuer des tracts aux clients qui informent des pratiques de bandits de la banque. Ces actions ont systématiquement mené à la fermeture de la banque, pour une demi-journée ou pour la journée entière, le temps que des forces de l'ordre interviennent pour évacuer les militants. Du fait que les actions étaient pacifiques, et que les débordements venaient régulièrement des agents de sécurité privées de la banque mais pas des militants, rien n'empêchait les camarades de revenir le lendemain et recommencer une telle action.

Le 13 avril, c'est une action coordonnée (appelée par les camarades « l'Offensive de Tet » contre la KBC, en référence à l'offensive militaire des Viet Cong contre les Sud-Vietnamiens) sur l'ensemble du pays qui a littéralement paralysé les activités de la banque. Une centaine de militants sont partis bloquer toutes les 17 branches de KBC. Une fois qu'un groupe était évacué par la police, il allait manifester devant le siège de la KBC, à Dublin. A la fin de la journée, c'est une puissante manifestation qui a eu lieu là-bas.

Pendant l'été, la KBC à tenter de redorer sa sale réputation en sponsorisant des festivals. Mais les Colonnes de Lutte Anti-Expulsions se sont empressées d'informer les organisateurs ainsi que les participants des pratiques de la banque. Tout l'argent que la KBC a dépensé lors de cette tentative a donc surtout servi à donner une opportunité en or aux camarades de la dénoncer a des milliers de personnes.

La campagne « Boycott KBC » a donc été un succès dans la mesure où elle a causé des dommages économiques et une sale réputation a la banque. Cela n'a pas suffi pour arrêter les expulsions, mais cela a radicalisé les masses.

Donc, quand le 15 décembre, dans la petite ville de Strotestown (Compté de Roscommon), 8 personnes identifiées comme étant d'anciens volontaires de la UVF (Ulster Volunteer Force, organisation terroriste coupable entre 1966 et 2009 de 426 assassinats d'Irlandais, mais en réalité soutenu financièrement et logistiquement par la couronne britannique) sont venus expulser une famille vivant dans une petite ferme, c'est la colère des masses qui s'est exprimée – quelques heures après, une 100-aine de personnes se sont réunies pour leurs coller la rouste de leur vie.

Résultat : 3 loyalistes hospitalisés, les 5 autres se sont enfuis en courant, toutes leurs voitures brûlées, un de leur chien qui a attaqué les masses s'est vu offrir la peine capitale… En prime : quelques jours après, les camarades ont publié sur internet les visages et les noms de tous les loyalistes qui étaient présent lors de l'expulsion.

Dans les 48 heures qui ont suivi cette expulsion, c'est 3 branches de la KBC qui ont vu leurs fenêtres explosées et des incendies provoqués. Le lendemain, les camarades de la campagne « Boycott KBC » sont aller manifester devant ces branches locales, exigeant une fois de plus que KBC laisse le peuple Irlandais tranquille.

Nous souhaitons donc que 2019 soit l'année qui verra cette banque, soit se retirer, soit voir ses 14 branches qui n'ont pas encore connu la douce saveur du cocktail Molotov complètement flamber.



Irlande : « Notre Mandat – Notre République »

À la veille du 100e anniversaire des élections générales de 1918, dernière expression démocratique de l'autodétermination irlandaise au cours de laquelle notre peuple a massivement ratifié la République proclamée à bras en 1916, les socialistes irlandais ont lancé une nouvelle campagne de défense et de reconstruction de la République Socialiste Irlandaise – 'Ceci est notre mandat, c'est notre République'

L'année 2019 marque le 100e anniversaire de la création de la République Socialiste Irlandaise avec la formation de l'An Chead Dáil le 21 janvier 1919.

S'appuyant sur le soulèvement de 1916, lors de cette première réunion du révolutionnaire Dáil Éireann, les représentants démocratiquement élus du peuple irlandais ont déclaré notre indépendance et publié trois documents confirmant l'établissement de la République Socialiste Irlandaise.

Ces documents étaient la déclaration d'indépendance de l'Irlande, un message aux nations libres du monde et le programme démocratique.

Le Programme Démocratique est le plus important de ces documents.

Avec la Proclamation de 1916, le Programme Démocratique décrit la nature socialiste révolutionnaire de la République Populaire Irlandaise et définit le type de société qui serait créé dans la République Populaire.

La nature socialiste du Programme Démocratique a semé la peur dans le cœur du capitalisme irlandais et de l'impérialisme britannique. Cela a conduit cet axe du mal à former une alliance visant à supprimer brutalement la République Socialiste Irlandaise par une contre-révolution violente.

Bien que réprimée, la République n'est pas morte Nous affirmons que la République Irlandaise est inaliénable et non susceptible de jugement. La Proclamation et le Programme Démocratique demeurent notre mandat pour le rétablissement de la République Socialiste Irlandaise.

Dans le cadre de la nouvelle campagne, des milliers d'exemplaires du Programme Démocratique ont été reproduits sous forme d'affiche A3 accrocheuse et seront distribués dans tout le pays.

La campagne vise à renforcer le soutien à la République Populaire par la repopularisation du message radical du Programme Démocratique auprès de la classe ouvrière irlandaise. Elle comprendra des stands de campagne, des réunions publiques, des portes-à-portes, des distributions et des événements dans les villes d'Irlande, et des actions directes.

La campagne est ouverte à tous ceux qui doivent allégeance à la République Socialiste Irlandaise proclamée dans le sang en 1916. Si vous êtes prêt à vous impliquer, contactez-nous aujourd'hui.

"Notre mandat – Notre République"

Défendre et reconstruire la République Socialiste Irlandaise !

Pays-Bas : Célébration de 50 ans de luttes aux Philippines

Le 29 Décembre, une célébration rassemblant plus de 180 personnes a eu lieu aux Pays-Bas, à Utrecht, afin de fêter deux anniversaires. Tout d'abord, 50 ans de luttes culturelles et artistiques aux Philippines pour la révolution. La célébration a donc intégré des œuvres venues directement des Philippines, sculptures, muraux, maquettes, en plus des performances artistiques réalisées lors de la cérémonie, comme des saynètes, du slam, une chorale, de la danse… Afin d'accompagner ces expressions artistiques de la lutte aux Philippines, des communistes comme Julie De Lima ont parlé pendant plusieurs heures de ce que signifiait la production culturelle pour la révolution aux Philippines et ailleurs.

En plus de cette célébration, ce rassemblement avait avant tout pour objectif de commémorer 50 années de luttes pour le Parti Communiste des Philippines. A cette occasion, des communistes vétérans, comme José Maria Sison, fondateur du Parti, ont pris la parole pour rappeler ce qu'avait accompli le PCP durant ces 50 années. Des films ont été montrés, sur la situation dans les zones révolutionnaires et sur la vie des pionniers de la révolution, aujourd'hui réfugiés en grande partie aux Pays-Bas car menacés d'emprisonnement ou de mort s'ils remettent les pieds chez eux.

La Cause du Peuple était invitée à cet événement, et a pu prendre la parole. Nous saluons l'initiative de nos camarades philippins dans l'organisation de cette célébration, et partageons leur joie pour le 50ème anniversaire de leur mouvement révolutionnaire.



La révolution n'a pas de genre

Les Philippines sont un pays semi-colonial semi-féodal, où le divorce n'est par exemple toujours pas légal. Concernant les droits des personnes LGBT, dans la vieille société bourgeoise, ils sont très discriminés. Le texte « la révolution n'a pas de genre » est issu du mouvement révolutionnaire des Philippines et raconte comment les droits des LGBT et leur perception a évolué dans le mouvement jusqu'à aujourd'hui, où ils constituent une partie importante des forces révolutionnaires.

« Si nous devions être regroupés dans ce front de guérilla, nous formerions une compagnie. Mais cela n'arrivera pas. Vous avez vu à quel point nous étions turbulents pendant le match de volleyball ? Nous pourrions être encore plus turbulents. » Tous ont rigolé à cette idée.

Ils ne se rencontrent pas souvent. En fait, certains d'entre eux viennent juste de se rencontrer. Ils appartiennent à différentes zones de guérilla et, comme ils l'ont dit, ils ne peuvent pas être regroupés. Pas parce qu'ils sont turbulents, mais parce qu'il y a des besoins particuliers dans les zones qui leur ont été attribuées.

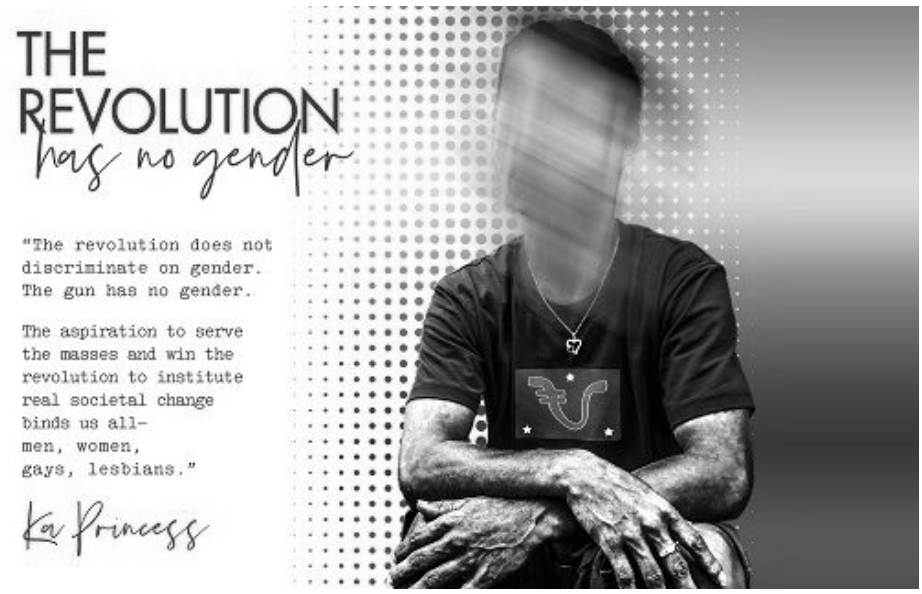
Ils sont membres du Bataillon Pulang Bagani (PBB) de la Nouvelle Armée Populaire (NPA). Révolutionnaires. LGBT.

1- La lutte contre la discrimination

Ka Riko, une chorégraphe, a raconté que leurs « ninunong bakla » et « anitong bading » (littéralement « ancêtres » et « icônes » LGBT) dans les centres urbains avaient été victimes de discrimination de la part de certains membres du mouvement qui considéraient l'homosexualité comme une faiblesse. Les homosexuels avaient été critiqués pour leurs hanches qui se balancent, en particulier lors des rassemblements. Il fut même un temps où être gay était considéré comme un risque pour la sécurité.

Le nombre croissant de gays et de lesbiennes au sein du Parti (NDLR : Parti Communiste des Philippines) a nécessité des études approfondies, un remaniement idéologique et un guide politique pour une attitude appropriée à l'égard des membres qui ont exprimé leurs préférences sexuelles. Ces efforts visent à atténuer, voire à éliminer la discrimination entre les sexes.

Parmi ceux-ci figurait « Sur la Relation Prolétarienne des Sexes (OPRS) » - un document du Parti destiné à guider les relations et les mariages. Au cours du 10e plénum du Parti Communiste des



Philippines (CPP), les droits égaux des gays et des lesbiennes ont été reconnus, de même que la reconnaissance de leurs préférences en matière de sexualité, de genre, ainsi que de mariage.

De plus, au fil du temps, les LGBT ont prouvé que leur place était dans la révolution. Le fait que leurs hanches se balancent n'a rien à voir avec leur capacité à diriger et à exécuter des tâches, y compris des tâches militaires.

Cependant, le processus d'acceptation et de reconnaissance des droits des non-hétéros n'a pas été facile. Outre le développement inégal des membres du mouvement, l'influence de la culture et de la société bourgeoise qui méprisent et discriminent les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les transgenres (LGBT) est forte. Combattre de manière persistante cette influence perverse était impératif.

Ka Duday, l'un des membres du personnel médical du PBB, a révélé à quel point il était mal à l'aise au début. Il ne savait pas comment se placer. « Je ne pouvais pas prendre de bain avec les hommes parce que cela violerait les règles. Je ne pouvais pas rejoindre les femmes parce qu'elles pourraient penser que je profite d'elles. Puis quelqu'un a fait remarquer que les homosexuels n'avaient pas leur place dans la révolution. Gravement offensé, je me suis démoralisé. J'ai quitté le mouvement. Mais à la maison, je ne faisais que pleurer. Après quelques mois, j'ai envoyé un message, pour revenir et faire le bilan avec eux. »

Ka Duday pensait que combattre la culture dégradée de la société bourgeoise dans laquelle nous étions nés et initier un changement se concrétiserait à partir de la lutte collective des gays, des lesbiennes et des hétérosexuels dans la révolution démocratique nationale. Les documents du Parti permettent aux gays et aux lesbiennes de comprendre qu'ils ne sont pas séparés de l'oppression et de l'exploitation subies par les autres. Il est donc important qu'ils jouent un rôle actif dans la guerre populaire.

« Mais nous ne pouvons pas témoigner de ce message et les convaincre [les LGBT] de la nécessité de la révolution si nous sommes nous-mêmes indisciplinés », a déclaré Ka Duday.

Pendant ce temps, Ka Riko a partagé son expérience lors d'une rencontre avec l'armée en 2000, où ils ont été mis sur la défensive. Ils ont eu du mal à battre en retraite de l'ennemi. L'armée avançait vite. Ensuite, l'un de leurs camarades, un homosexuel, s'est placé loin de l'unité principale de la NPA et a ouvert le feu sur l'armée pour détourner son attention. Cette tactique de diversion a permis à l'unité NPA de manœuvrer et de se

retirer. « J'étais fier ! » s'est exclamé Ka Riko.

Cet incident a été un tournant dans la manière dont les gays de leur unité ont été traités. Ils plaisantaient toujours mais cette fois, avec affection, pas comme avant quand ils sentaient que les gens les évitaient. Ka Riko a déclaré avec fierté : « Les homosexuels dans le mouvement sont des combattants formidables et courageux. »

Le groupe s'est souvenu de Wendel Gumban-Weng, dit Wanda pour ses amis et camarades de la ville et Ka Waquin avec les combattants rouges du PBB et les Lumads martyrisés. Diplômé en tourisme de l'Université des Philippines, Wendel avait laissé de côté ses ambitions personnelles pour servir les masses et la révolution.

« En plus d'être un guerrier gay, l'engagement de Ka Waquin au service du peuple est une inspiration éternelle, non seulement pour nous, gays, mais également pour de nombreux camarades et pour les masses. Il a prouvé que le fait d'être gay n'empêchait pas de tirer avec une arme à feu, surtout si c'était pour la libération nationale », a déclaré Ka Duday.

2- Faire son coming-out

En plus d'affronter l'ennemi, ils savent qu'il est également nécessaire d'affronter avec courage les contradictions internes. Faire son coming-out pourrait inciter à se laisser abaisser, ridiculiser et détester.

« Depuis le lycée, je savais déjà que j'étais LGBT mais je l'ai caché à ma famille. Je me suis mêlée à la NPA mais je n'avais pas l'intention de me joindre à eux. Je les ai simplement aidés quand je le pouvais. Quand vous venez d'une famille de paysans, vous voulez toujours sortir votre famille de leur dénuement. Du coup, j'ai travaillé comme agent de sécurité en ville. Cependant, je ne pouvais pas supporter la situation d'exploitation dans laquelle se trouvent les agents de sécurité. C'était un sacrifice inutile. J'ai quitté mon emploi et contacté mon ami de la NPA pour lui faire part de mon désir de la rejoindre », a déclaré Ka Princess.

« Pendant plus d'un an, je me suis cachée de notre groupe. Mais cela me dérangeait, alors je me suis ouverte à Ka Bob, membre du comité supérieur. Je lui ai demandé d'en discuter avec le comité. Je ne savais pas comment ils réagiraient mais c'était le moindre de mes soucis. L'important était d'avoir fait mon « coming out » et je me suis sentie soulagée », a ajouté Princess.

Ka Princess s'attendait à la moquerie de ses camarades et des masses après avoir appris la vérité. Mais cela n'est pas arrivé. En fait, certains étaient étonnés.

« Quand vous voulez vraiment cacher votre véritable identité, vous faites tout pour éviter les soupçons », a expliqué Ka Princess.

À l'une des célébrations d'anniversaire du CPP, Princess a invité sa famille. C'est là qu'elle leur a avoué ses préférences sexuelles et de genre. Au début, ils ont été choqués, mais après s'être expliquée avec eux, ils l'ont accepté comme elle était.

Ka Princess s'est sentie libérée après cette confession, comme si une grosse épine lui avait été retirée du pied. Elle a rejoint le NPA en tant que Ka Marco, elle est maintenant Ka Princess, guide politique d'un peloton.

Pour Ka Awra, être moro et LGBT était un double fardeau.

« J'enviais mes amis de la ville parce que beaucoup d'entre eux, hommes et femmes, maîtrisaient le jargon LGBT. J'ai l'impression qu'ils ont très bien accueilli les LGBT. J'ai appris plus tard qu'ils me soupçonnaient déjà d'être gay, parce que j'étais sage et doux. Mais ils ne m'ont jamais posé la question et ne m'ont pas fait avouer. En 2005, j'ai été invité à un lancement de l'organisation des gays et des lesbiennes. Je me demandais pourquoi j'étais invité. Lors de la présentation de soi, il fallait indiquer son nom et son attirance (gay, lesbien ou bisexuel). Lorsque ce fut mon tour de parler, j'ai fait mon coming-out et ma « carrière » en tant que Awra Alindogan a été lancée de manière inattendue. Bongga ! (génial !) », s'est écrié Ka Awra, responsable éducatif, émerveillé par ce souvenir.

Après cette révélation, Ka Awra découvrit qu'il pouvait faire beaucoup plus et contribuer à la révolution : il pouvait écrire, il pouvait danser, il pouvait impressionner avec ses prouesses culturelles pour pimenter son travail d'organisation et d'enseignement. Il s'était ouvert à ses camarades et aux masses. Il s'est rendu compte que les masses



l'accepteront et l'aimeront, peu importe son genre et orientation sexuelle, tant qu'il peut les aider à résoudre leurs problèmes ; ils le voient au service du peuple entrain de résoudre des problèmes ; ils sont guidés et ils apprennent de ses instructions, que ce soit des cours du Parti ou simplement pour lire et écrire. Tant qu'il les accompagnera dans l'élaboration de plans et de programmes qui serviront leurs intérêts, ils l'accepteront sans réserve.

« Il y a eu cette fois où notre camp a été dévalisé et toutes nos affaires ont été emportées. Les masses, apprenant l'incident, m'ont envoyé beaucoup de choses pour remplacer ce que j'avais perdu. Le geste m'a tellement touché que j'ai eu les larmes aux yeux. J'ai répondu pour les remercier. Les masses aiment tellement l'armée populaire. Ils sont toujours ravis de nous rencontrer et de plaisanter avec nous chaque fois que nous sommes dans la région », a raconté Ka Awra.

Awra a exprimé sa prise de conscience que le respect ne se gagne pas en se cachant soi-même. En premier lieu, il n'est pas nécessaire de cacher ou de nier son orientation sexuelle ou son genre. Si quelqu'un fait bien son travail, entretient de bonnes relations avec tout le monde, respecte les politiques et les programmes du mouvement révolutionnaire, il n'y aura aucune complication. Cela ne s'applique pas seulement aux LGBT. Tous les hommes et toutes les femmes doivent bien s'acquitter de leurs tâches pour la révolution. De cette manière, ils gagneront la confiance et le respect de leurs camarades, ainsi que des masses.

Une fois, Ka Awra a été chargé de diriger une équipe dans le cadre d'une opération militaire spéciale. Il a refusé, surtout parce que ses longs cheveux devaient être coupés. Il a pleuré tout au long de la coupe. « Ayoko na mag-struggle (je ne veux plus faire partie de la lutte) », dit-il en riant en se remémorant l'incident.

Mais à la fin, il réalisa qu'il ne devait pas donner la priorité aux désirs personnels sur les tâches révolutionnaires. Il a finalement accepté l'opération et ils ont ensuite débriefé. Il devait occuper un point de contrôle tenu supposément par l'AFP (Forces Armées des Philippines, l'armée réactionnaire). Au cours de l'opération tactique proprement dite, il y avait des « directeurs » qui l'ont encadré. Ils ont attiré son attention à chaque fois que ses paroles et son action commençaient à s'affaiblir dans l'infiltration. Mais ils l'ont laissé être lui-même lorsqu'il n'y avait pas d'autres personnes qui mettaient en danger la sécurité autour de lui. Il pouvait s'asseoir les jambes croisées. Il pouvait s'éventer à souhait. Mais quand il y avait d'autres personnes et des véhicules de l'armée, il devait retourner à son « costume de militaire » et a joué son « rôle » avec succès.

« Après l'opération, nous avions tous faim lorsque nous avons emballé nos affaires. Voyant l'approche d'un camion de livraison de fruits, les membres de mon unité m'ont dit de demander à manger. Bien que contrarié, la compassion a pris le dessus sur moi et j'ai arrêté le camion pour demander de la nourriture. J'étais déjà en t-shirt mais toujours en pantalon militaire. J'ai utilisé mon charme. Cependant, ceux qui se trouvaient à bord du camion ont quand même réussi à m'identifier avec la NPA car ils ont dit que personne dans l'AFP n'admettrait être gay. Nous avons appris plus tard qu'ils venaient de l'un des barangays (quartiers) où nous avions fait un travail de masse auparavant », a poursuivi Awra.



3- Mouvement de libération LGBT

La reconnaissance et le respect des droits des LGBT par le CPP constituent un grand pas en avant pour les LGBT. Le mouvement continuera à acquérir plus de connaissances et de leçons à mesure qu'il avance vers la révolution démocratique nationale. Le mouvement peut rencontrer d'énormes obstacles sur le chemin mais, guidés par les principes marxistes-léninistes-maoïstes, il sera en mesure de dégager le chemin vers la victoire. Les camarades, les cadres et les masses sont là pour prouver, vivre et enrichir les leçons apprises.

Selon Ka Riko, on ne pourrait pas empêcher les LGBT de rencontrer encore des problèmes, en particulier avec des camarades qui ne se sont pas complètement débarrassés de la culture bourgeoise dans laquelle ils ont grandi. Mais c'est là que le CPP diffère de tous les autres partis politiques. Il reconnaît ses faiblesses, en tire les leçons et se rectifie, et ainsi font ses membres.

« La révolution ne discrimine pas le genre. Le fusil n'a pas de genre. L'aspiration à servir les masses et à gagner la révolution pour instituer un réel changement de société nous lie à tous, hommes, femmes, LGBT », a ajouté Ka Princess.

« C'est normal pour les LGBT de rejoindre le mouvement révolutionnaire. Ce n'est que par la révolution armée que nous pouvons promouvoir et construire une société dont la beauté ne sera pas que de non seulement à la surface, mais qui émane également de la liberté totale », a conclu Ka Duday.

Plus que la simple reconnaissance de leurs droits, le Parti a doté les LGBT de la théorie et de la pratique du MLM pour leur permettre de libérer non seulement leurs camarades, mais également toutes les classes opprimées. Ils sont dotés d'une théorie qui leur permet de briser la croyance conventionnelle selon laquelle le genre qu'ils ont choisi est uniquement destiné aux salons de beauté et que leurs talents sont uniquement destinés au divertissement [NDLR : l'objectification des LGBT est un problème important aux Philippines et en Asie du Sud-Est en général]. Ils sont en mesure de pouvoir rejoindre et jeter les bases d'une société libérée des entraves de l'exploitation et de la discrimination.

Changement dans la direction du Parti Communiste d'Inde (maoïste)



Le porte-parole du parti maoïste Abhay a annoncé que Ganapathy, avait quitté ses fonctions de secrétaire général du PCI (maoïste) et que Baswaraj avait été élu à la tête du parti révolutionnaire le 10 novembre.

Le PCI (maoïste) qui continue de mener une lutte armée prolongée pour parvenir à la Révolution de Nouvelle Démocratie en Inde, a dit qu' « au cours des 25 années écoulées entre 1992 et 2017, Ganapathy a exercé ses responsabilités de secrétaire général » et que la cinquième réunion du Comité Central en février 2017 a discuté de la proposition de Ganapathy de se retirer et qu'après avoir accepté la proposition, elle avait décidé d'élire Baswaraj au poste de secrétaire général.

Connu pour être extrêmement féru de technologie et tout aussi fort dans son engagement idéologique et son savoir-faire militaire, Baswaraj dirigeait la Commission Militaire Centrale (CMC) du PCI (maoïste), tout en restant membre du Comité Central et du bureau politique.

L'impact du changement de direction

Alors, quel est l'impact du changement de direction sur le mouvement révolutionnaire en Inde ? C'est la question qui a retenu l'attention des analystes des forces de sécurité. Connaissant les capacités militaires du nouveau chef maoïste, il est prévu que les cadres maoïstes intensifient leurs attaques militaires dans leurs places fortes.

La plupart des idéologues maoïstes ont toujours cru fermement à la théorie selon laquelle il est nécessaire que les révolutionnaires lancent une campagne de contre-offensive tactique intensive lorsque la répression exercée par l'État est très forte. Une telle campagne intensive dans le langage maoïste signifierait une violence accélérée sous différentes formes pour atténuer l'initiative des forces de sécurité par des embuscades, des attaques et des assassinats ciblés de dirigeants politiques afin de neutraliser l'initiative politique prise contre le mouvement maoïste. Seule une telle campagne donnerait l'espace au mouvement révolutionnaire pour grandir disent les idéologues.

Ils prennent l'exemple de l'attaque d'Alipiri sur Chandrababu Naidu, alors ministre en chef de l'Andhra Pradesh, en 2003. L'attaque à la mine Claymore contre Naidu – lorsque la répression était extrêmement sévère – avait changé le cours de la politique à Andhra Pradesh. Naidu avait appelé des élections immédiatement après l'attaque, espérant qu'il y aurait une vague de sympathie, mais le Congrès dirigé par YS Rajasekhara Reddy s'est présenté au pouvoir après avoir promis de mener des négociations avec le parti maoïste. L'apaisement des opérations anti-extrémistes en raison du changement de scénario politique et des affirmations selon lesquelles il devrait y avoir des pourparlers avec les maoïstes a été utilisé efficacement par le parti révolutionnaire assiégé pour se réorganiser et peut-être aussi se réorienter.

Dans cet interrègne, la haute direction du PCI-ML (Guerre Populaire) a évoqué l'idée d'une fusion avec le Centre Communiste Maoïste d'Inde (MCCI) et la plus grande unification des forces révolutionnaires en Inde a eu lieu en 2004, lorsque les deux partis ont fusionné pour former le PCI (maoïste) actuel. Le résultat final est que les rebelles maoïstes ont établi leur présence de manière très efficace dans différents États et ont tellement intensifié leurs activités que l'ancien Premier ministre Manmohan Singh a dû décrire l'activité maoïste comme le plus grand danger à la sécurité intérieure de l'Inde.

Stratégies et tactiques

Et à présent, les analystes de la sécurité disent que Baswaraj est un fervent partisan de cette théorie consistant à lancer une campagne de contre-offensive tactique intensive pour émousser les initiatives anti-insurrectionnelles. Compte tenu de son histoire et de ses antécédents avérés de direction de la commission militaire et donc de l'Armée de Guérilla de Libération Populaire (PLGA), il n'est pas exclu que l'Inde assiste à davantage de violences.

Un autre aspect intéressant de la question du changement de leadership est la raison pour laquelle le PCI (maoïste) ne l'a pas annoncé immédiatement. Un autre dirigeant maoïste du Comité d'État du Telangana a récemment affirmé que son parti n'annoncerait les changements qu'à un certain niveau, car il ne voudrait pas exposer ses dirigeants aux dangers des forces de sécurité.

On ignore encore quelles stratégies et tactiques Baswaraj utilisera pour rajeunir la base du parti rebelle. Va-t-il mettre davantage l'accent sur les actions militaires sans porter un regard critique sur les mêmes stratégies et tactiques traditionnelles dans un scénario évoluant aux niveaux politique, social et économique en Inde ? Nous devons attendre et regarder.

(Cet article est extrait du journal bourgeois Telangana Today)

Retour sur le Concert de Grup Yorum !

Le 23 décembre, nos camarades ont assisté au concert de Grup Yorum. Ce groupe révolutionnaire de Turquie, qui existe depuis 1985, est proche du Front Populaire (Halk Cephesi) et est régulièrement harcelé par l'Etat pour ses chansons qui appellent à résister contre l'oligarchie et l'impérialisme américain.

Avant que Yorum ne joue, plusieurs autres artistes turcs, kurdes et alevis ont joué des morceaux de musique (Nous avons particulièrement aimé une impressionnante performance de « Çeke Çeke », chanson alevi réputée pour être une des plus dure à jouer). Des clips de soutiens aux gilets jaunes et aux luttes en Turquie passaient en fond.

Clou du spectacle : les camarades Selma et Inan, chanteurs historiques de Grup Yorum et en exil en France depuis juillet 2018 ont fait une apparition à la fin du concert et ont chanté une chanson avec le groupe.

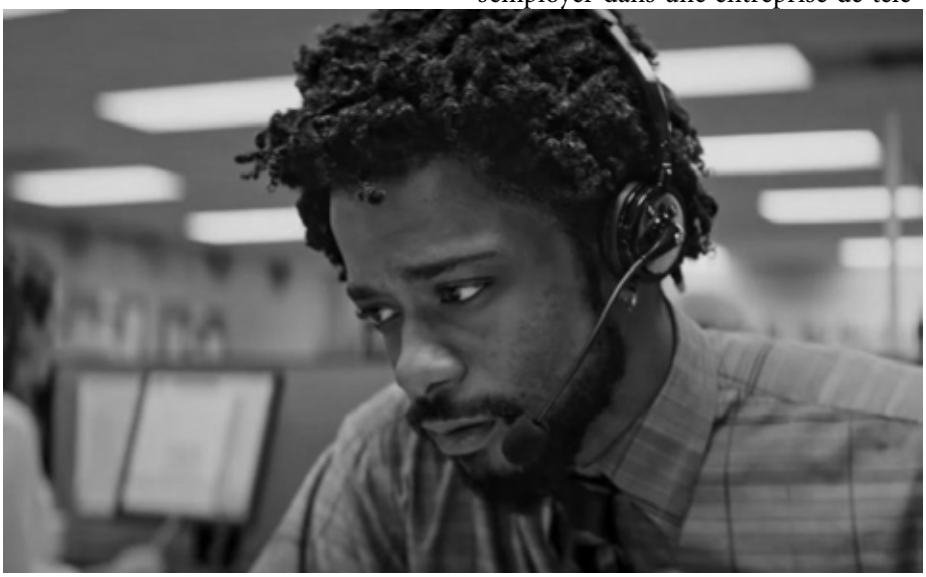
Nous invitons nos lecteurs à suivre et à soutenir ces activités, en participant au prochain concert de Yorum qui sera à Marignane (près de Marseille), le 2 février 2019 !



Sorry to Bother You : 1er Film de Boots Riley

Le 16 Janvier, « Sorry to Bother You » (Désolé de vous déranger) sortira en France. C'est le premier film de Boots Riley, rappeur américain du groupe The Coup. Dans les années 90-2000, le groupe avait sorti de très bons albums comme « Kill my landlord » (Bute mon proprio) et des classiques comme « Dig it ! » ou « 5 millions ways to kill a CEO » (5 millions de manières de tuer un PDG).

Sans surprise, son premier film reflète ses influences politiques, comme sa musique le faisait. Sorry To Bother You nous présente un monde proche du nôtre, où les héros sont forcés de s'employer dans une entreprise de télé-communication pourrie pour payer le loyer du vieux garage où ils vivent. Les ficelles du management sont dénoncées de manière absurde et humoristique et le personnage principal fait face à une contradiction épineuse : s'organiser avec ses amis pour le syndicat et la lutte, ou trahir ses camarades pour l'argent proposé par les patrons qui apprécient sa « white voice » avec laquelle il convaint les gens d'acheter ses produits.



Le film prend des tournants fantastiques et science-fiction à mesure que l'action se déroule, afin d'exposer de manière comique la connerie du système capitaliste et l'opposition directe entre les classes qui en découle. Sorry To Bother You n'est pas un film militant brut, un film qui crache des concepts, c'est une œuvre de quasi-science fiction populaire, qui lie des situations exagérées au monde réel, celui où l'on se fait vraiment exploiter au boulot par des porcs qui ne pensent qu'à leurs profits, qu'ils vendent des armes ou des êtres humains.

Revolution Selfie : The Red Battallion, immersion dans la Nouvelle Armée Populaire



Lors d'une projection spéciale à Utrecht aux Pays-Bas en fin d'année 2018, on a assisté pour la première fois en Europe au film-documentaire « Revolution Selfie : The Red Battallion ».

Ce film de 2h, réalisé par Steven De Castro, réalisateur, nous plonge dans la peau d'un américain lambda qui part à la découverte des Philippines et de la révolution qui s'y passe.

Très ludique et grand public, le documentaire intègre des éléments fantaisistes et beaucoup d'humour face aux luttes intenses de la Guerre Populaire aux Philippines, un pays où la pauvreté et la misère font des ravages dans les populations les plus pauvres. Le film nous montre donc le contraste entre Manille, ses bidonvilles, ses pauvres malnourris et à la rue, à la merci des assassinats, de la répression et des maladies, et une zone rouge tenue par les révolutionnaires. Il nous montre des révolutionnaires aux profils différents, jeunes, âgés, professionnels urbains, paysans, LGBT, religieux, et leur quotidien de service au peuple et aux masses qui vivent dans les régions révolutionnaires. Le film de De Castro est intéressant, car contrairement aux documentaires qui cherchent le sensationnel, il nous montre très peu d'images d'attaques armées, préférant insister sur le rôle politique de la Nouvelle Armée Populaire dans les zones libérées, c'est-à-dire administrer les soins, régler les conflits, enquêter socialement dans les communautés, organiser la culture, le sport, etc.

Le documentaire ne fait pas de référence à l'idéologie de la révolution aux Philippines, ce qui est malheureusement à attendre d'un réalisateur qui n'est pas communiste. Cependant, sur le volet culturel, organisationnel et même informatif, « Revolution Selfie » est un très bon outil pour faire connaître ce qu'il se passe aux Philippines. C'est pour cette raison que La Cause du Peuple a pris le contact du réalisateur Steven De Castro, afin d'organiser prochainement des projections du film en France, avec des sous-titres inédits en français.

Soutien au local EDMP

Au 8 impasse Crozatier dans le 12éme à Paris, le local militant EDMP fait vivre depuis 42 ans différentes pratiques et échanges autour des livres du syndicalisme, des cours de langues et organise AG et mobilisations. Les augmentations énormes de loyer et les procès condamnent la poursuite du projet. 60 % de la somme pour acheter le local a déjà été rassemblée, mais cela ne suffit toujours pas aux banques et ils doivent rapidement augmenter leur apport de 25000€.

Vous pouvez participer à ce sauvetage d'un local militant historique et du projet qu'il porte de plusieurs façons :

En participant au Dîner Spectacle de la compagnie Jolie Môme le 18 janvier à partir de 19H Thâtre de la belle étoile 14 rue saint Just à la Plaine Saint Denis (métro front populaire) entrée 30€ réservation : 01 49 98 39 20

En donnant à la cagnotte internet : https://www.lepotcommun.fr/pot/i13l3ebo

En versant un apport à l'association par chèque ou virement : sur le compte BRED « l'EMANCIPATION DIFF MEDIA PROG » à envoyer 8 impasse crozatier 75012 PARIS

IBAN : FR76 1010 7001 3300 8200 4850 025 BICS : BREDFRPPXXX

La semaine sanglante

Paroles de Jean-Baptiste Clément sur l'air du Chant des Paysans de Pierre Dupont.
Cette chanson a été écrite en juin 1871 en pleine période de répression.
Après que les Communards aient tenu la capitale pendant deux mois, les cent mille hommes de Thiers reconquièrent Paris rue par rue, maison par maison, du 20 au 27 mai, au cours de la Semaine sanglante. La répression est impitoyable. Elle fait au moins trente mille morts.

Sauf des mouchards et des gendarmes,
On ne voit plus par les chemins,
Que des vieillards tristes en larmes,
Des veuves et des orphelins.
Paris suinte la misère,
Les heureux mêmes sont tremblant.
La mode est aux conseils de guerre,
Et les pavés sont tous sanglants.

Refrain
Oui mais !
Ça branle dans le manche,
Les mauvais jours finiront.
Et gare ! à la revanche,
Quand tous les pauvres s'y mettront.
Quand tous les pauvres s'y mettront.

Les journaux de l'ex-préfecture,
Les flibustiers, les gens tarés,
Les parvenus par l'aventure,
Les complaisants, les décorés
Gens de Bourse et de coin de rues,
Amants de filles au rebut,
Grouillent comme un tas de verrues,
Sur les cadavres des vaincus.

On traque, on enchaîne, on fusille
Tout ceux qu'on ramasse au hasard.
La mère à côté de sa fille,
L'enfant dans les bras du vieillard.
Les châtiments du drapeau rouge
Sont remplacés par la terreur
De tous les chenapans de bouges,
Valets de rois et d'empereurs.

Nous voilà rendus aux jésuites
Aux Mac-Mahon, aux Dupanloup.
Il va pleuvoir des eaux bénites,
Les troncs vont faire un argent fou.
Dès demain, en réjouissance
Et Saint Eustache et l'Opéra
Vont se refaire concurrence,
Et le bagne se peuplera.

Demain les manons, les lorettes
Et les dames des beaux faubourgs
Porteront sur leurs collerettes
Des chassepots et des tampbours
On mettra tout au tricolore,
Les plats du jour et les rubans,
Pendant que le héros Pandore
Fera fusiller nos enfants.

Demain les gens de la police
Refleuriront sur le trottoir,
Fiers de leurs états de service,
Et le pistolet en sautoir.
Sans pain, sans travail et sans armes,
Nous allons être gouvernés
Par des mouchards et des gendarmes,
Des sabre-peuple et des curés.

Le peuple au collier de misère
Sera-t-il donc toujours rivé ?
Jusques à quand les gens de guerre
Tiendront-ils le haut du pavé ?
Jusques à quand la Sainte Clique
Nous croira-t-elle un vil bétail ?
À quand enfin la République
De la Justice et du Travail ?



abonnement/contact

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple se dote d'une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante : **cdp@framalistes.org**

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à cdp@framalistes.org !

Ensemble, créons enfin un média populaire qui touche tous les domaines de la vie sociale !

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★Abonnez-vous !
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
cdp@framalistes.org
causedupeuple.info